

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

N'oublions pas les territoires d'outre-mer !

Depuis 2020, en Martinique, mais plus généralement en Outre-mer, la sortie de crise n'est pas encore acquise quand bien même les chiffres du PIB sont encourageants, ils restent nettement plus bas que dans l'hexagone s'agissant de l'emploi, mais également des accès indispensables à la santé, au droit, à l'éducation, à la tranquillité publique ou encore à la formation.

Chaque territoire se distinguant par une certaine hétérogénéité et des réalités différentes, on note cependant que les écarts de niveau de vie et de pauvreté y sont plus élevés qu'en France hexagonale alors même que les prix à la consommation sont plus chers en outre-mer, les 10 % les plus modestes disposent au maximum de 360 euros en Guyane et de 630 euros en Martinique, contre 900 euros en métropole. A noter que pour Mayotte, le territoire le plus pauvre de France, la situation est encore plus catastrophique.

Hémorragie démographique aux Antilles, explosion démographique en Guyane et à Mayotte, fermeture des services publics, suppression de subventions aux associations, manque de personnels et d'offres de soin notamment pour les femmes et les personnes en situation de handicap, crise du logement, augmentation des risques majeurs liés au dérèglement climatique, insertion socio-professionnelle des jeunes, obésité, diabète et addictions, assèchement des finances locales, la situation est particulièrement préoccupante.

Au-delà, ces régions sont frappées de plein fouet par l'effroyable cercle de violence induit par le trafic de drogue et une criminalité organisée qui engendre des actes violents quotidiennement, une circulation d'arme importante, une crise sociale importante due aux addictions qui induit une recrudescence des personnes en errance sur la voie publique ou encore l'occupation illicite de logements vacants. Tel que le précisait Didier Laguerre, maire de Fort-de-France : « si vous ne voulez pas que la cocaïne se déverse en hexagone, si vous ne voulez pas avoir à faire avec des problématiques de crack comme cela est en train de se passer à Paris ou dans d'autres grandes villes, donnez-nous les moyens afin que la drogue dont la cocaïne, n'arrive pas dans les Antilles et donc en hexagone ».

Dans le cadre des concertations territoriales organisées pour préparer les Biennales de la sécurité et de la prévention en 2024, les élus locaux, leurs services et partenaires réunis au cours de 3 journées de travail à Fort-de-France, membres de France urbaine, de l'association des communes et des collectivités d'outre-mer ainsi que ceux de la ville ont pu échanger, témoigner et partager des nombreuses problématiques rencontrées au quotidien avec leurs partenaires de travail (préfecture, associations, police nationale, gendarmerie nationale, agence régionale de santé...) sur la base de concertations que la ville avait organisé en amont. Ils alertent aujourd'hui les pouvoirs publics ainsi que l'État pour produire une meilleure sécurité des populations ultramarines face aux trafics internationaux dans leur bassin géographique.

Qu'il s'agisse de sécurité, de tranquillité publique, de prévention, de santé, de solidarités, de gestion de crise, d'éducation, d'insertion, d'attractivité des métiers, de logement et d'aménagement ou encore de politique de la ville, à l'heure des économies et de choix budgétaires il conviendrait de déployer un véritable programme d'investissement pour les Outre-Mer.



France urbaine, l'ACCD'OM et la Ville de Fort De France se réjouissent malgré tout de constater les initiatives des collectivités ultramarines qui s'efforcent de résorber au mieux ces écarts, ainsi que la décision du Conseil National de l'Aide Juridique, qui a mandaté cette semaine Maître Patrick Lingibé, partie prenante aux travaux qui se sont déroulés, pour mener un groupe de travail sur l'accès aux droits dans les Outre-Mer.

Il existe aujourd'hui une série de défis transversaux à relever pour les élus locaux qui agissent chaque jour dans le cadre de leur compétence en fonction des bassins de vies, tant dans l'Hexagone que dans les Outre-Mer. France urbaine, aux côtés de ses partenaires dont l'ACCD'OM, les forces de sécurité intérieures, le monde associatif et institutionnel sera force de propositions.